

Colombie

Date : 5 mai 2020



Chaque année, en Colombie, près de 27 000 adolescents âgés de 14 à 18 ans sont en contact avec la justice pour mineurs. Ils font l'objet de mesures allant de l'avertissement, des travaux d'intérêt général et de la liberté conditionnelle à l'emprisonnement dans un centre de semi-liberté ou en milieu fermé. Malgré l'existence du système de responsabilité pénale pour adolescents (SRPA), on observe en effet un recours fréquent aux sanctions privatives de liberté.

La surpopulation au sein des établissements pour adolescents est de surcroît préoccupante. Les conditions de détention y sont dégradantes. Il convient enfin de relever que l'État ne soutient pas les mesures d'accompagnement des adolescents à la sortie des centres. Tous ces éléments suscitent une vive inquiétude parmi les acteurs étatiques et non étatiques travaillant aux côtés des enfants en conflit avec la loi (ECL).

Porteur du projet : Tertiaires Capucins

Noms des partenaires locaux :

- Institut colombien du bien-être (ICBF)
- Police nationale colombienne
- Centre de services judiciaires.

Bénéficiaires :

- 1 625 enfants en conflit avec la loi (ECL)
- 3 143 personnes faisant partie de l'entourage de l'enfant
- 1 385 acteurs de la justice.

Activités mises en place

Résultat 1 : Les acteurs de la justice ont mis en place et/ou renforcé les mesures alternatives à la privation de liberté et augmenté leur application en vue d'une déjudiciarisation des litiges impliquant des enfants en conflit avec la loi

3 formations pour des **agents de police**, des **juges**, des **représentants du défenseur de la famille**, de l'ICBF, de la mairie de Bogota, de réseaux spécialisés de la société civile, et des professionnels du secteur psychosocial

1 forum de l'observatoire du système de responsabilité pénale pour adolescents (OSRPA).

15 réunions interinstitutionnelles sur la prévention auprès des jeunes, la justice réparatrice, les mesures non privatives de libertés

Résultat 2 : Des mesures de substitution à la privation de liberté ont été établies, consolidées et diversifiées, avec la participation des enfants, en collaboration avec les familles, les communautés et le secteur privé

68 formations sur la justice et les pratiques réparatrices réalisées à l'intention de psychologues, travailleurs sociaux, éducateurs, professeurs, et ECL des centres gérés par les Tertiaires Capucins dans le département de Cundinamarca (Bogota, Soacha et Sasaima).

Participation à la foire artistique et d'entrepreneuriat avec la valorisation des travaux réalisés par les ECL dans les lieux où le programme EsB est développé.

6 journées de soutien communautaire (actions d'entraide, renforcement des liens) organisées au Centre de protection de l'Institut de promotion sociale à Fusagasuga.

38 cercles réparateurs et groupes de discussion pour responsabiliser les ECL.

Festival de talents organisé à Bogota avec la participation des ECL des 5 centres impliqués dans le programme EsB2. Valorisation des compétences des ECL faisant l'objet de mesures non privatives de liberté.

Résultat 4 : Échanges d'expériences et de bonnes pratiques Sud-Sud, et actions de plaidoyer élaborées aux niveaux national, régional et international

Interventions auprès du **Conseil des droits de l'homme** et du **Comité contre la torture de l'ONU**.

1 rapport soumis à l'Examen périodique universel (EPU) du Conseil des droits de l'homme de l'ONU. 1 campagne de plaidoyer et la participation à l'EPU.